

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2012**

CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL

Rue de Varembe 1 - Case postale 43 CH – 1211 Genève 20 Tel : 00 41 22 734 14 65 Fax : 00 41 22 734 08 78

E-Mail : [ccig@bluewin.ch](mailto:ccig@bluewin.ch) WEB : [www.ccig-iccg.org](http://www.ccig-iccg.org)

## Sommaire

<b>Sommaire</b>	<b>2</b>
<i>Au cœur des organisations internationales</i>	4
<b>Editorial</b>	<b>4</b>
<i>Accompagner les réformes onusiennes</i>	5
<b>Service aux ONG</b>	<b>5</b>
<i>Comprendre le fonctionnement des mécanismes juridiques</i>	7
<b>Formation</b>	<b>7</b>
<i>Promouvoir un engagement sur les sujets d'intérêt partagés</i>	8
<b>Sensibilisation</b>	<b>8</b>
<i>Faciliter une réflexion sur les enjeux de demain</i>	9
<b>Réflexion</b>	<b>9</b>
<i>Améliorer les processus internes du Centre</i>	10
<b>Administration</b>	<b>10</b>

## Abréviations

BIT	Bureau International du Travail
CDH	Conseil des Droits de l'Homme
CINGO	Organisation Non-Gouvernementale d'inspiration catholique / Catholic-inspired Non-Governmental Organization
EPU	Examen Périodique Universel
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HRC	Human Rights Council
ILO	International Labour Organisation
NGO	Non-Governmental Organization
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIT	Organisation International du Travail
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
UPR	Universal Periodic Review

Chers amis du centre,

Quelle belle année 2012 ! C'est vraiment avec grand plaisir que je m'adresse aujourd'hui à vous, pour vous présenter ce rapport annuel. Cette année notre organisation a vécu de nombreux changements positifs, et ce, sur plusieurs plans.

Au niveau de notre plan de travail, c'est un nouveau cycle qui commence. Comme toute organisation qui a une histoire, avec ses 63 bougies le Centre est également une institution porteuse d'une riche tradition. Une tradition avant tout d'appui aux ONG et autres organisations d'inspiration catholique dans leur interactions avec les gouvernements et les organisations internationales présentes à Genève. Mais comme aimait le dire Thomas Moore, Gustav Mahler ou encore le Pape Jean XXIII, « La tradition ne consiste pas à préserver la cendre, elle consiste à transmettre le feu ! ». Le CCIG se devait donc de mettre à jour son approche pour répondre encore plus efficacement aux besoins et souhaits de ses membres dans un contexte de crise économique et où la solidarité humaine doit être (re)découverte.

Avec un changement de Présidence et le renouvellement de la moitié des membres de son Comité, l'organisation s'est donné début 2012 les moyens de cet *aggiornamento* pour célébrer dignement le cinquantenaire du Concile Vatican II. Après un séminaire au vert et de nombreuses réunions de réflexion stratégique, le nouveau Comité a progressivement élaboré la **stratégie 2013-2017** et son plan d'action. Point fort de cette stratégie, notre souhait d'être reconnu comme catalyseur et facilitateur de projets, de dynamiques et de rencontres entre et avec nos membres **pour un monde plus solidaire**.

Sur le plan de nos membres, 2012 a été très encourageante. Nous avons accueilli quatre nouvelles organisations : Associazione Comunità Giovanni Papa XXIII (APG23), Association Points-Cœur, Edmund Rice International (ERI), et l'Office International de l'Enseignement Catholique (OIEC). Dans ce contexte, il me semble important de rappeler que les expériences de nos membres sont notre richesse. Chaque nouveau membre, ce sont autant d'expériences supplémentaires qui viennent nourrir les échanges, les idées et les efforts de collaborations. A tous nos membres, merci !

Au niveau de nos activités, nous avons eu la chance de participer à plusieurs activités pilotes, et ce, à côté de nos formations plus classiques. Ainsi nous avons été très heureux d'accompagner la mise en place de la plateforme pour l'Examen Périodique Universel (EPU) qui regroupe 17 ONG. Autre succès de cette année a été pour nous l'organisation de la consultation sur le travail des jeunes dans le cadre du Bureau International du Travail (BIT).

Permettez-moi donc de conclure en vous remerciant chaleureusement pour votre soutien et en vous souhaitant une bonne lecture.

Bien cordialement,

Jean-Benoit Charrin  
Président du Comité

### **Plateforme pour l'Examen Périodique Universel (EPU)**

En décembre 2011, compte tenu de la conclusion du 1<sup>er</sup> cycle de l'EPU, un groupe d'ONG s'est réuni au CCIG pour : (i) faire un bilan des contributions données à l'EPU en partageant les difficultés rencontrées et les succès obtenus; et (ii) envisager des nouvelles modalités de collaboration afin de réaliser une action de lobbying plus efficace. En effet, le 2<sup>ème</sup> cycle de révision est crucial pour assurer une suite efficace aux engagements pris par les gouvernements lors du 1<sup>er</sup> cycle.

C'est pourquoi, les participants à la Plateforme EPU ont identifié les priorités de leur action future et les activités à réaliser pour atteindre ces buts: (i) élaborer des interventions conjointes à déposer auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) dans le contexte des sessions de l'EPU; (ii) en reconnaissant le rôle prioritaire des acteurs locaux, sensibiliser les défenseurs des droits de l'homme sur le terrain afin qu'ils deviennent des « acteurs de monitoring » très efficaces.

Cette plateforme, qui s'est réunie au cours de toute l'année 2012, a montré une participation croissante des ONG membres ou d'autres ONG faisant parti du réseau du CCIG. Dix (10) interventions écrites conjointes ont été soumises au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme grâce à la Plateforme du CCIG et, souvent, des interventions orales conjointes prononcées pendant le point 6 du Conseil des droits de l'homme ont fait suite. Concernant la méthodologie de travail, les membres de la plateforme identifient les pays sur lesquels ils s'engagent à fournir des informations. Cela a permis d'identifier à l'intérieur de la plateforme des 'groupes par pays'. Chacun de ces groupes a nommé une personne de contact chargée de faciliter le travail et la coordination du groupe pour la rédaction de l'intervention écrite conjointe concernant le pays concerné. De plus, les membres de la Plateforme partagent les outils élaborés pour le recueil des informations auprès de leurs propres membres sur le terrain ainsi que des suggestions pratiques pour l'optimisation des ressources résultant de leur expérience concrète.

Ensuite, conformément à la requête des certains membres de la Plateforme, le CCIG a démarré l'organisation d'une rencontre avec de représentants de l'HCDH concernant la méthodologie pour la rédaction des rapports à soumettre dans le cadre de l'EPU. La rencontre entre les ONG de la Plateforme EPU et l'OHCHR a eu lieu le 12 décembre 2012 (9h30-11h30) aux bureaux de l'OHCHR à rue Motta. 15 personnes représentant 13 ONG ont participé à l'événement. L'OHCHR était représenté par 4 fonctionnaires, y compris le Chef de l'équipe EPU. Objectif du séminaire était de faciliter le travail des ONG avec l'EPU et notamment en ce qui concerne la rédaction des rapports pour les session 17e, 18e et 19e, et early follow up pour les sessions 13e et 14e. Un rapport détaillé concernant la rencontre a été rédigé par le CCIG et diffusé parmi les participants. Il constitue un outil de travail pour faciliter des interventions dans le cadre de l'EPU. De même, un article concernant la rencontre a été publié sur le site internet du CCIG (<http://www.ccig-iccg.org/>). Le Chef de l'équipe EPU a proposé d'organiser cette rencontre une fois par année.

Plusieurs des membres de la Plateforme ont exprimé leur intérêt à recevoir un cours de formation spécifique sur l'EPU qui pourra être inclus parmi les activités à démarrer en 2013. L'objectif de ce cours serait d'offrir aux représentants des ONG les outils leur permettant d'optimiser leur travail dans le cadre de cet examen.

La valeur ajoutée de la Plateforme EPU promue par le CCIG est d'offrir un espace de partage ouvert à tous qui permet, d'une manière simple mais efficace, d'apprendre l'un de l'autre et d'expérimenter des formes de collaboration de plus en plus structurées parmi les ONG d'inspiration catholique et chrétienne. Cela pour la réalisation d'un but commun: l'avancée des droits de l'homme partout dans le monde sans aucune distinction.

D'autres activités ont été réalisées par le CCIG dans le cadre du service aux ONG :

- Mise à la disposition d'informations liées à la vie d'instances internationales à Genève à l'intention des ONG d'inspiration-chrétienne, des congrégations religieuses et d'autres ONG.
- Développement du site internet pour informer les ONG des activités du CCIG.
- Participation aux réunions organisées par le Forum des ONG d'Inspiration Catholique à Genève, y compris la Journée annuelle destinée aux ONG des Forum de Bruxelles, Genève et Strasbourg, le 23 octobre 2012 sur le thème « L'agenda des organisations internationales sur le droit à l'éducation: priorités et stratégies des CINGO ».
- Participation au Séminaire de travail sur la liberté religieuse organisé par la Fondation Caritas in Veritate le 22 octobre, au Palais des Nations à Genève.
- Accueil et Offre d'orientations et de soutien logistique aux visiteurs venant d'ONG nationales des pays suivants: Zambie, France, Etats Unis et Allemagne.

Le CCIG a continué son programme de formation aux mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies. En 2012, à la demande de certaines ONG membres du Centre (par ex. Edmund Rice International et Marist International Solidarity Foundation, nous avons élargi notre collaboration pour des séances de formation sur le rôle des ONG vis-à-vis de différents mécanismes des droits de l'homme à l'ONU. En mai 2012, le CCIG a été invité par le Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE) à participer à une rencontre informelle avec leurs partenaires souhaitant mieux connaître les possibilités de travail en réseau catholique dans le domaine des droits de l'homme à Genève.

En septembre 2012, le CCIG a organisé une session de formation d'une semaine sur les mécanismes onusiens pour la protection des droits de l'homme à la demande du centre UNESCO des Pays basques « UNESCO Etxea » : 12 représentantes d'ONG provenant des Pays basques impliquées dans les droits de l'homme, la coopération et le développement ont participé à cette formation. Le but était d'apprendre à utiliser l'approche basée sur les droits humains dans les activités de coopération au développement entre les différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales des Pays basques et leur partenaires dans les pays en développement. Les participants ont étudié les différents mécanismes pour apprendre à bien identifier le mécanisme le plus approprié dans leur travail. Nous avons aussi facilité les rencontres entre les participants et les différents acteurs clés dans le domaine des droits de l'homme, notamment les responsables thématiques au sein de Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU et les représentants des ONG internationales à Genève. Le centre « UNESCO Etxea » qui a été satisfait de notre collaboration, prévoit l'organisation d'une nouvelle session en 2013.

Nous avons aussi exploré la possibilité de démarrer un espace de concertation et de travail en réseau des ONG pour les organes des traités des Nations Unies. Dans le but de donner aux ONG membres les outils pour s'adresser à ces organes, le CCIG envisage d'organiser dès 2013 des séminaires pour donner aux ONG des orientations substantielles et stratégiques pour leur travail avec les organes des traités.

### **Rencontre informelle sur la crise de l'emploi des jeunes**

Une activité de sensibilisation a été entreprise par le CCIG afin de lancer en particulier le sujet de l'emploi des jeunes parmi les organisations membres et celles qui font partie de son réseau de travail. En particulier, une rencontre informelle a eu lieu le 18 avril 2012, au cours de laquelle Larry Kohler, membre du comité du CCIG et ancien fonctionnaire de l'OIT, a présenté les nombreuses implications du sujet.

### **Consultation sur le Travail décent : Travailleurs domestiques et Emploi des jeunes**

Depuis plusieurs années, le CCIG a montré un grand intérêt pour les activités menées par le Bureau International du Travail (BIT), en particulier dans le cadre de la Conférence Internationale du Travail. Cet intérêt a culminé avec l'organisation de consultations d'ONG catholiques qui en parallèle à la Conférence, ont offert un espace de concertation et de partage pour les ONG sur le thème du travail décent.

Suite aux consultations de 2010 et 2011, le CCIG a organisé cette année, en collaboration avec la Commission allemande Justice et Paix/Kolping International, la CIJOC, et Caritas Internationalis, le 31 mai et le 1 juin 2012, une consultation d'ONG structurée dans la manière suivante : une session portant sur l'emploi des jeunes et une session sur le suivi du projet de l'année passée concernant les travailleurs domestiques.

La session consacrée à l'emploi des jeunes a offert aux participants un espace de concertation parallèle aux sessions de la Conférence Internationale du Travail qui avait lieu au même temps. La session sur les travailleurs domestiques a fait un bilan de la ratification de la Convention de l'OIT n. 189 sur le travail décent pour les travailleurs domestiques. Environ 40 personnes ont assisté à cette conférence, notamment des représentants d'ONGs internationales basées à Genève ainsi que dans d'autres pays, toutes intéressées aux questions de travail, migration, éducation etc. A l'issue de la consultation un rapport final a été rédigé et diffusé. Il a, entre autres, été publié sur le site internet de l'International Domestic Workers Network.

### **Soutien à l'initiative suisse pour l'organisation d'une campagne nationale sur le thème « Reconnaître l'économie domestique – Régularisons les sans-papiers ».**

Suite à la consultation sur le travail décent, la Diaconie Eglise Catholique Romaine de Genève a organisé une réunion informelle avec le CCIG ainsi que des représentants de l'Eglise catholique et protestante afin d'envisager des possibilités de travail sur le thème des travailleurs domestiques en Suisse. Ensuite, le groupe a fait le lien avec l'initiative nationale pour l'organisation d'une campagne de sensibilisation à ce sujet. Dans ce cadre, le CCIG a souligné l'importance d'inclure parmi les objectifs de la campagne la ratification par la Suisse de la Convention Internationale de l'OIT N.189 et a donné son appui pour assurer le lien de la campagne nationale suisse avec l'OIT et avec le réseau international déjà existant sur la question. Dans ce sens, le CCIG a participé à l'organisation de tables rondes avec un rôle de facilitateur (invitation des fonctionnaires et accès à la documentation de l'OIT).

### **Circulation d'information**

Le CCIG diffuse des informations portant sur les thèmes majeurs abordés dans le cadre international. Il utilise en particulier à cette fin la mailing liste dont il dispose enrichie au fil des contacts établis. Outre le partage d'articles préalablement soumis par les membres de son réseau, le CCIG co-organise et participe à des rencontres et forum de discussion :

### **Changements Climatiques et droits de l'homme**

Dans la continuité de son travail engagé depuis de nombreuses sur la thématique des changements climatiques, le CCIG a participé au Séminaire du Conseil des Droits de l'Homme portant sur l'impact des changements climatiques sur la jouissance des droits de l'homme, qui a eu lieu au Palais des Nations à Genève le 23-24 février 2012. Cet évènement a été organisé par décision du Conseil suite à la mobilisation de la société civile dans le cadre du Forum Social du Conseil qui s'était tenu en 2011. En amont de cette rencontre, le CCIG avait co-organisé une conférence en partenariat avec le Conseil Œcuménique des Eglises (COE) et d'autres ONG partenaires pour harmoniser les messages de la Société Civile au travers d'une déclaration conjointe. Cette déclaration avait finalement été soutenue à la quasi-unanimité, soit plus de 40 ONG nationales et internationales, lors du Forum Social.

### **Un partage avec l'Eglise de Genève**

Dans le cadre de notre collaboration avec l'Eglise Catholique Romaine de Genève, le CCIG continue de participer aux réunions du Département d'Ouverture au Monde, dont il est membre permanent. Ces réunions sont l'occasion d'échanges et de renforcement de liens dans une Genève où le monde des organisations internationales semble très lointain des préoccupations portée par le Département.

### **Structuration de nos activités**

Durant l'année écoulée le comité a tenu plus de 10 réunions au siège du CCIG. Une grande partie du travail a consisté à stabiliser le travail du CCIG, à appuyer la secrétaire générale dans son travail et à développer des pistes pour de nouvelles sources de financement. La préparation des réunions, la tenue des procès-verbal ainsi que des rencontres régulières entre la présidente, puis le président et la secrétaire général à des fins de planification et d'organisation sont autant de tâches qui appartiennent à la vie d'une association comme la nôtre.

Outre les rencontres avec les organisations souhaitant adhérer, il convient de relever cette année la mise à jour des données à disposition du Centre concernant ses membres collectifs. Cette mise à jour a été effectuée par le biais d'entretiens téléphoniques. Enfin, comme chaque année, et ce de manière *ad hoc*, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le secrétariat et les membres qui souhaitait recevoir une assistance ponctuelle dans le développement de leurs activités.

### **Stratégies de financement**

En novembre 2012, le comité du CCIG a organisé et tenu un séminaire interne destiné à réviser la vision, mission et objectifs du CCIG ainsi qu'identifier les priorités pour notre Stratégie et Plan d'Action 2013-2017. Ce travail a servi de base pour identifier de nouvelles pistes de diversification de nos sources de financement.

### **Éléments clefs liés aux activités de Fundaising :**

- Le Projet sur le Travail Décent a été réalisé grâce à des accords de partenariat **et des soutiens financiers de** Caritas Internationalis et la Commission Allemande Justice et Paix/Kolping International.
- Le cours de formation pour les représentants des ONGs des Pays Basques a été mandaté au CCIG par « UNESCO Extea » qui a assuré les aspects financiers de ce projet.
- De même, fin 2012, nous avons obtenu une contribution pour la Plateforme EPU de la part de Trócaire.
- Notre recherche de fonds en Suisse alémanique, démarré fin 2011 et poursuivie pendant toute l'année 2012, a abouti à des donations en faveur du CCIG de la part de la Mission Intérieure de Zoug et l'Eglise catholique de Zoug.